



Echos de campagne



Le 7 juin, ni abstention, ni dispersion

Harlem Désir, tête de liste en Ile-de-France aux européennes, a appelé lundi les Français à un «sursaut démocratique» affirmant que le 7 juin, il ne faut «ni abstention, ni dispersion».

«J'appelle les citoyens à un sursaut démocratique : le 7 juin ni abstention, ni dispersion», a affirmé Harlem Désir lors d'un point de presse, en égrenant le programme du PS aux européennes.

«Mon premier message est contre l'abstention» a-t-il dit en rappelant que selon les sondages «près de six Français sur dix ne s'intéresseraient pas à cette élection». «C'est un grave danger pour la démocratie», «ne laissez pas la droite vous imposer son Europe», a-t-il dit alors que les derniers sondages donnent le PS autour de 22% largement derrière l'UMP (27%).

Mettant en garde contre la dispersion des voix de gauche, il a ajouté : «l'UMP et la droite seraient les premiers bénéficiaires de la dispersion à gauche».

De son côté, le directeur de campagne, Jean-Christophe Cambadélis, a réfuté des «éléments convenus» dans cette campagne selon lesquels «le Parti socialiste n'imprimerait pas, serait loin derrière l'UMP, n'aurait pas de programme».

Le PS demande la suspension de la diffusion du film gouvernemental

Harlem Désir et Benoît Hamon ont demandé au Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) de suspendre la diffusion du clip gouvernemental pour le scrutin du 7 juin, en y voyant une «propagande électorale de l'UMP».

«Nous exigeons que soit suspendue dès aujourd'hui la diffusion de ce clip gouvernemental qui n'est ni plus ni moins qu'un clip UMP», a déclaré Benoît Hamon, porte-parole du PS et No3 de la liste socialiste en Ile-de-France, lors d'un point presse.

Selon lui, ces élections «ne se présentent pas mal pour le PS : plus de 21%, voire 22% c'est le chiffre habituel du PS en campagne, c'est suffisant pour la dernière ligne droite».

Selon lui, «le scénario redouté par l'UMP est en train de se mettre en place: le PS ne s'effrite pas, le MoDem attire des déçus de la droite, le total gauche n'a jamais été si haut, et sur la droite de l'UMP se reconstitue une droite dure aux alentours de 10%».

Le PS n'a «pas dévié. Nous ne sommes pas en 2002», a-t-il insisté, estimant qu'avec 27%, «c'est la droite qui dévise par rapport à ses scores habituels» qui sont de l'ordre de 40%.

Harlem Désir a égrené le programme «original et novateur» du PS en trois volets: d'abord «doter l'Europe d'un plan de relance de 100 milliards d'euros», créer «10 millions d'emplois verts».

Le PS propose aussi «un bouclier social» avec notamment un «salaire minimum dans chaque pays», des directives cadres «contre les licenciements boursiers» et pour les services publics et enfin des «règles strictes pour mettre fin aux dérives du capitalisme financier».

Le clip du Service d'information du gouvernement (SIG), diffusé depuis le 9 mai sur les chaînes de télévision pour inciter les Français à voter le 7 juin en rappelant les réalisations concrètes de la construction européenne, se termine par des images de Nicolas Sarkozy lors de la présidence française de l'Union européenne et du sommet du G-20.

«Il n'y a pas une seule image du Parlement européen», a déploré Benoît Hamon. Dénonçant un «mélange des genres scandaleux», il a précisé qu'il se rendrait au CSA en compagnie de François Hollande et de Didier Mathus, spécialiste de l'audiovisuel au PS.

Jean-Christophe Cambadélis répond au sondage Opinionway aux commentaires publiés dans *le Figaro* du 13 mai 2009

Premièrement : Les sondages donnent le parti socialiste dans son étiage habituel de 20 – 23%. À l'exception de l'élection qui a suivi la lourde défaite de 1994 où la liste Rocard avec fait 14,5%, et celle de 2004 où le vote utile avait joué à plein (les électeurs étant encore sous coup du traumatisme du 21 avril 2002), les sondages (autour de 22%) donnent le parti socialiste dans son étiage habituel de 20 – 23%. Cela est vrai y compris au moment où le socialisme était au mieux de sa forme, au pouvoir ou sur le point de l'être.

- La liste conduite par François Mitterrand, deux ans avant son arrivée au pouvoir, avait fait 23,53%.

- La liste conduite par François Hollande en 1999 (PS-PRG-MDC), au moment où les socialistes étaient au zénith de leur popularité en France comme en Europe, a fait 21,9%. La moyenne est de 20,7% sur la période pendant laquelle les listes étaient nationales (1979-1999)

Deuxièmement : La gauche est à son plus haut niveau, 3 points au-dessus de la moyenne 1979-1999. Le total gauche était, en moyenne de 1979 à 1999 de 42 %, en 1999 de 45 %, en 2004 de 45 %, et les sondages le donnent aujourd'hui à 45 %.

La gauche est donc à son plus haut niveau, 3 points au-dessus de la moyenne 1979-1999.

À l'intérieur de la gauche, la baisse enregistrée par le parti communiste a été compensée au point le point quasiment par la montée de l'extrême gauche, le total PC-extrême gauche est resté stable (autour de 14%, à l'exception du vote utile de 2004) et correspond en moyenne très précisément à la somme scores aujourd'hui crédités par les sondages aux listes Front de gauche (PC-Mélenchon), NPA et LO. Il n'y a pas de poussée de la gauche du PS, seulement une redistribution des cartes.

Le PS, on l'a dit, est crédité d'un score (autour de 22%) qui correspond à son score habituel, et même légèrement supérieur à celui de la période 1979-1999 (20,7%).

Les scores des Verts dans les sondages sont conformes aux derniers résultats électoraux et légèrement au-dessus de la moyenne sur longue période.

Troisièmement : Ce qui frappe, c'est l'effondrement de la droite, qui non seulement se confirme, mais s'amplifie lourdement : de 40,9 en moyenne entre 1979 et 1999, 38% en 2004, 27% aujourd'hui.

Les listes du RPR et de ses alliés (et compris listes dissidentes lorsqu'il y en avait) sont passées de 40,9% en moyenne entre 1979 et 1999 (on se souvient de la liste Veil en 1984 qui était à 43% par exemple) à 38,3% en 2004 et 27% aujourd'hui dans les sondages.

La même chute s'observe sur le total droite (incluant notamment CPNT) : 43,9% entre 1979 et 1999 ; 41% en 2004 ; 33% actuellement dans les sondages.

Si l'on ajoute l'extrême droite, en recul (7% dans les sondages contre autour de 9% en moyenne sur 79-99), le total des droites et droites extrêmes est passé de 53% en moyenne entre 1979 et 1999 à 40% aujourd'hui dans les sondages.

Le sondage Opinionway, loin de marquer un recul du PS, manifeste que celui-ci n'a pas été entamé par la multiplication de l'offre, comme ce fut le cas en 2002.

L'UMP, qui inclut les centristes ne fait pas le plein des suffrages de la droite qu'elle est sensée représenter.

François Bayrou a détourné une grande partie de l'électorat centriste, et le Front national et de Villiers recomposent un espace « droite dure » à plus de 10 %.

Pervenche Bérès (PS) accuse Sarkozy et Barroso d'un plan européen insuffisant

Pervenche Bérès, deuxième de la liste en Ile-de-France, a accusé vendredi Nicolas Sarkozy et José Manuel Barroso, président de la Commission européenne, d'avoir fait un plan de relance européen « *insuffisant au regard de la gravité de la crise qui plonge l'Union européenne dans une récession de 4% et fait monter le chômage à 11,5%* ».

Pour la présidente de la commission économique et monétaire du Parlement européen, « *quand la crise est aussi profonde, il faut se donner les moyens de rebondir. [...] l'Union européenne doit inventer de nouveaux modes d'action et enfin lancer un emprunt pour soutenir l'économie durement touchée par la crise* ».

La droite « ment sur tout »

Pour Vincent Peillon, tête de liste dans le Sud-Est, « *la droite ment et ne cesse de mentir. Et sur tout* » alors que « *les Français attendent surtout, avec cette crise, qu'on trace des perspectives, qu'on dise la vérité* ».

Le président Nicolas Sarkozy « *dit qu'il est contre l'adhésion de la Turquie à l'UE, mais il a lui-même ouvert en décembre 2008 deux chapitres des négociations d'adhésion* ».

Autre exemple, la directive services publics: « *cela fait trois ans que j'entends M. Barnier, M. Sarkozy, dire qu'ils sont pour les services publics* ». « *On voit bien en France, avec l'école, avec l'hôpital, ce qu'ils font* », a-t-il poursuivi.

« *Il faut franchir ce mur du mensonge organisé par M. Sarkozy qui ne veut pas être comptable devant les Français de la politique qu'il mène à Bruxelles* », a-t-il ajouté, reprochant aussi au chef du MoDem de s'être « *trompé de campagne* ». Il « *déçoit beaucoup les siens, parce qu'il est l'héritier d'une famille politique qui avait fait de la construction européenne son combat majeur* ». Aujourd'hui, M. Bayrou est « *préoccupé par son destin individuel plus que par ce destin collectif de l'Europe* ».

Gilles Pargneaux (PS) défend le bouclier social européen

Gilles Pargneaux, tête de liste du PS aux élections européennes dans la circonscription Nord-Ouest, a fait halte à l'hôtel de ville de Clermont le 12 mai pour défendre « la seule liste du bouclier social » devant les ténors socialistes de l'Oise.

En présence de sa colistière la Compiégnoise Laurence Rossignol, Gilles Pargneaux a insisté sur l'importance de cette échéance électorale : « *C'est la première fois depuis 1979, que s'offre un choix politique aussi fort entre gauche et droite. C'est le moment où jamais, après la chute du communisme et la chute du libéralisme économique, de changer l'Europe, de dire non aux libéraux, aux déréglementations et à la droite.* »

C'est également la première fois que les socialistes européens présentent un programme commun. Un Programme qui porte sur quatre priorités : un grand plan de relance ouvrant sur un nouveau modèle économique, la protection des salariés avec le pacte de progrès social et une réindustrialisation de l'Europe, « le retour en première ligne du service public pour les 492 millions d'Européens », et la lutte contre la pollution atmosphérique.

« Prenez l'Europe en main »

Quant à la menace de l'abstention - motivée par indifférence ou par colère -, Laurence Rossignol lance un appel sans détour : « *Il faut aller voter pour une nouvelle majorité et une Europe sociale sinon l'Europe ne pourra pas vous protéger si vous ne la prenez pas en main.* »

Il est prévu une dizaine de réunions locales dans le département de l'Oise ainsi qu'un grand meeting à Amiens le 28 mai prochain en présence de Martine Aubry.

La campagne corrézienne d'Henri Weber

Henri Weber, tête pour la grande circonscription Auvergne-Centre-Limousin était en Corrèze pour animer une réunion publique, le 14 mai dernier, à la salle de l'Auzelou de Tulle.

Labourant les 13 départements de sa circonscription depuis le 25 mars, Henri Weber a décliné les principales des 61 propositions socialistes parmi lesquelles « *un vrai plan de relance européen de l'activité basée sur le développement durable* ».

Pour le candidat socialiste, « *le plan Sarkozy-Barruso-Berlusconi n'est pas efficace et n'est pas à la dimension de la crise. Il faut booster l'investissement et soutenir la consommation en relançant notamment les infrastructures de transports et l'économie verte* ». Henri Weber a défendu le « *un pacte de progrès social* » avec « *la création d'un SMIC européen à 60 % du salaire médian... La défense des services publics et la prolongation des indemnités de chômage pendant cette crise* ». Il a également plaidé pour « *conditionner les aides publiques aux entreprises à des négociations avec les syndicats sur les salaires et l'emploi* ».

Martine Aubry à Marseille aux côtés de Vincent Peillon

Pour son cinquième grand meeting de campagne, la première secrétaire a été accueillie, avec Vincent Peillon tête de liste régionale, par quelque 1.500 sympathisants, réunis dans la salle festive des Docks-du-sud.

« *Je dis aux Français qu'une autre Europe est possible. Aujourd'hui le Parlement européen a des pouvoirs qu'il n'avait pas* », a affirmé la maire de Lille.

S'adressant aux « *salariés et aux chômeurs* » Martine Aubry leur a dit : « *Les 31 partis socialistes et sociaux-démocrates européens ont décidé de mettre sur la table, dès le 8 juin, un plan de relance de 100 milliards d'euros* », de créer « *10 millions d'emplois verts* » et cela est « *à portée de mains, si le Parlement européen change de majorité* ».

Il y a deux projets, celui de la droite, du PPE, projet de « *déréglementation et de dérégulation* » et celui des socialistes qui s'ils gagnent les élections « *reproposeront la directive pour protéger les Services publics* », a affirmé Aubry, ajoutant : « *Fonctionnaires, vous êtes le rempart contre les injustices* ».

« *Lisez le programme du PPE et du MoDem; ils sont pour la concurrence* », a affirmé la chef PS. Le 7 juin, « *il ne faut pas avoir d'hésitation ou d'états d'âme, il faut voter efficace* ».

« *Ce que je vois dans ces sondages, c'est la défaite annoncée de l'UMP* », a-t-elle lancé.

Vincent Peillon a affirmé de son côté : « *La gauche et la droite ce n'est pas la même chose* ». « *Nous n'avons pas voté la même chose sur la directive service, la directive "vautour", et sur le temps de travail* » au Parlement européen.

Rappelant les « *origines du grand projet européen* », il a dit : « *Ne laissons pas l'Europe à la droite* ».

Une fois n'est pas coutume, Martine Aubry a évoqué son père, Jacques Delors, qui lui a « *dit ce soir combien il était fier d'être le président du comité de soutien de la liste* » conduite par Vincent Peillon.

Avant le meeting, Martine Aubry avait visité un quartier du nord de la ville, la cité de la Savine, pour un débat avec les femmes de la cité qui ont dénoncé « *le malaise et le mal-être* » qui y règne. « *La Savine est comme tous les quartiers de notre pays* » où « *les services publics ont déserté* », leur a-t-elle dit ajoutant : « *Notre combat c'est le combat européen pour le service public* ».

Brèves

Danemark : l'avenir en rose pour les sociaux-démocrates ?

Comme nous l'indiquions dans une précédente éditions, le nouveau Premier ministre danois, Lars Loekke Rasmussen, qui vient de prendre la tête du parti libéral en remplacement de son prédécesseur devenu secrétaire général de l'Otan Anders Fogh Rasmussen, demeure impopulaire.

Le pays est frappé par une profonde récession économique et une hausse du chômage qui favorise la montée de l'opposition de gauche dans les sondages.

Selon un sondage publié le 17 mai dernier, la coalition libérale-conservatrice au pouvoir, appuyée au Parlement par le parti du peuple danois (PPD, extrême droite), perdrait sa majorité si l'élection devait avoir lieu maintenant.

Les partis d'opposition, emmenés par les sociaux-démocrates, obtiendraient 90 sièges, contre 85 aux partis de droite et au PPD, selon cette enquête réalisée par l'institut Catinet pour l'agence Ritzau.

Les élections législatives, que le Premier ministre peut convoquer lorsqu'il le décide, doivent avoir lieu au plus tard d'ici la fin du mandat du Parlement, en novembre 2011.

Immigration : la gauche italienne dénonce un retour aux «lois raciales»

L'immigration est à nouveau au centre d'une vive polémique en Italie, après que le leader de la gauche Dario Franceschini a accusé la droite au pouvoir de rétablir les «lois raciales» en vigueur sous le régime fasciste de Mussolini.

Alors qu'une loi créant un délit d'immigration clandestine doit être approuvée définitivement la semaine prochaine par les députés, le chef du Parti démocrate (PD) a dénoncé le risque de « *retourner, 70 ans après, aux lois raciales* ».

« *Il y a des moments où même un modéré doit hausser le ton. Il faut rappeler qu'il y a eu un moment dans l'histoire où les enfants étaient chassés de l'école en raison de leur religion et nous devons faire en sorte que cela ne puisse plus arriver* », a-t-il souligné.

Le ministre de l'Intérieur Roberto Maroni, membre de la Ligue du Nord a qualifié ces propos d'« *idioties* » : « *Je devrais m'indigner, mais ça me fait rire* ».

Selon le quotidien de gauche *La Repubblica*, le délit d'immigration clandestine, punissant « *l'entrée et le séjour illégal sur le territoire* » sera passible d'une amende allant de 5 000 à 10 000 euros.

Les fonctionnaires ayant d'éventuels contacts avec des clandestins seront aussi tenus de les dénoncer aux autorités,

souligne *La Stampa*.

Annoncée en mai 2008 par le gouvernement Berlusconi, cette disposition a suscité de nombreuses critiques de la part des associations de défense des droits de l'homme et de l'Eglise catholique.

Les lois raciales, visant principalement la communauté juive, furent promulguées par Benito Mussolini en septembre 1938.

Communiqués de presse

Niger : non au référendum de modification de la Constitution !

Le Parti socialiste dénonce avec la plus grande force le projet du Président de la République du Niger d'organiser un référendum pour modifier la Constitution du pays. L'objectif de cette opération serait manifestement d'autoriser une troisième candidature de sa part à l'élection présidentielle, en contradiction flagrante avec l'esprit et la lettre de la Constitution, qui fait pourtant consensus.

Le Parti socialiste invite le gouvernement français à manifester le plus rapidement et le plus fermement possible sa désapprobation de cette manœuvre, les récents propos de Nicolas Sarkozy au Niger ayant fait planer un certain doute sur l'engagement réel du Président français en faveur de la démocratie. Cette ambiguïté doit être levée sans délai, faute de quoi la France se trouverait une nouvelle fois parmi les plus tièdes avocats de la démocratie et des droits humains en Afrique, après plusieurs épisodes lors desquels notre pays n'a pas été à la hauteur de sa réputation de pays des droits de l'Homme (Mauritanie, Guinée, Madagascar).

Libérez Aung San Suu Kyi

Le Parti socialiste condamne avec la plus grande fermeté la nouvelle inculpation de Madame Aung San Suu Kyi, Prix Nobel de la paix et secrétaire générale de la Ligue Nationale pour la Démocratie (NLD), par la dictature militaire au pouvoir en Birmanie.

Aung San Suu Kyi, l'infatigable militante de la démocratie en Birmanie a été, depuis plusieurs années, assignée à résidence par la junte et son état de santé suscitait ces derniers temps de vives inquiétudes.

Le Parti socialiste appelle à la libération immédiate de Madame Aung San Suu Kyi et demande à l'Union européenne, et au gouvernement français de tout mettre en œuvre pour sa libération.

Elisabeth Guigou soutient Erika Bareigts à la Réunion

Elisabeth Guigou est arrivé le 16 mai dernier dans l'île pour apporter son soutien d'Ericka Bareigts.

« Je suis très contente de venir soutenir une jeune femme, ce qui prouve que les socialistes sont attentifs à la relève, a déclaré l'ancienne ministre aux Affaires européennes. On se sait ce qu'on doit à l'Europe, c'est important qu'elle soit bien orientée, on va en parler pendant ces deux jours. Je pense que les chances d'Ericka Bareigts sont grandes, à la mesure de la campagne qu'elle mène ».

Elle en profitera aussi pour rencontrer Saïd Abouchirou, candidate mahoraise de la liste PS aux Européennes. « Il y aura une rencontre spéciale avec les représentants de Mayotte, que nous avons la joie d'accueillir pleinement dans la République, ajoute Elisabeth Guigou. Nous allons aussi parler développement de l'île, agriculture... Je viens pour m'informer sur la situation sociale qui n'est pas facile et sur les solutions à mettre en oeuvre pour que la Réunion puisse surmonter la crise. »

Devant plus de 200 personnes réunies, le 17 mai, au cinéma Cristal à Saint-Benoît, Elisabeth Guigou et Jean-Claude Fru-

teau ont appelé à la mobilisation des militants socialistes en faveur d'Ericka Bareigts, la tête de liste PS pour l'Outre-mer

Une bonne poignée de militants sont donc restés debout pendant les discours. Une forte délégation de Mahorais est venue écouter et applaudir Elisabeth Guigou et Saïd Abouchirou (née un 10 mai 1981), présente sur la liste PS pour la circonscription Outre-mer, tout comme Axel Zettor. Une liste conduite par Ericka Bareigts. Tous trois représentent la section "océan Indien" sur la liste socialiste. Ils se sont relayés à la tribune avec un même message en substance : « Il faut voter le 7 juin car, même si l'Europe paraît loin, elle compte énormément dans notre vie quotidienne ». Pour Jean-Claude Fruteaux, député-maire de Saint-Benoît, « il faut un député européen socialiste de l'Outre-mer pour continuer à défendre la canne ». Il a invité les socialistes de La Réunion à se mobiliser massivement en faveur d'Ericka Bareigts. « Si les socialistes ne se mobilisent pas le 7 juin, le gagnant de ce scrutin sera Sarkozy. Or, nous ne voulons pas de Sarkozy qui est responsable des difficultés sociales auxquelles le peuple est confronté aujourd'hui ».

Le député-maire de Saint-Benoît et Gilbert Annette veilleront, le 7 juin prochain, à ce que tous les élus PS se mobilisent, dans leur commune, pour la tête de liste du PS.

7 mesures pour changer l'Europe dans les 100 premiers jours

Déclaration politique de Toulouse adoptée le 24 avril 2009 par les 27 partis socialistes européens

Nous, les partis socialistes et socio-démocrates européens, voulons lutter contre la récession et le chômage et préserver la cohésion sociale.

Nous refusons de laisser faire les marchés, comme le veulent encore les droites européennes.

Nous avons besoin de nouveaux dirigeants pour l'Europe.

Nous avons donc arrêté sept mesures pour la relance et la justice sociale, que nous mettrons en oeuvre dans les 100 premiers jours.

1. 100 milliards d'euros pour un véritable plan de relance économique pour l'Europe, avec des investissements massifs en matière d'emploi et de croissance. Pour soutenir le pouvoir d'achat et faire repartir la consommation. Pour créer des emplois et soutenir toutes les industries, y compris l'économie verte et innovante.

2. Un Pacte européen pour l'emploi afin de lutter contre les licenciements et la précarité. Pour un salaire minimum et des droits sociaux dans tous les pays d'Europe et pour mettre fin à la concurrence vers le bas entre les travailleurs. A travail égal, salaire et conditions de travail égaux dans une même entreprise.

3. Une nouvelle Charte des Droits de la Femme, pour assurer l'égalité des droits et des opportunités dans tous les domaines.

4. Un Pacte européen de progrès social pour promouvoir ensemble les droits sociaux et lutter contre la pauvreté et l'exclusion.

5. Une réglementation efficace des marchés financiers pour contrôler les banques et les fonds spéculatifs et remettre la finance au service de l'économie réelle. Nous voulons concrètement un nouveau modèle économique et financier afin d'éviter de nouvelles bulles financières aux effets dévastateurs.

6. Une nouvelle clause de solidarité mutuelle entre tous les Etats membres, entre l'Est et l'Ouest, entre le Nord et Sud pour sortir ensemble de la crise.

7. Une proposition européenne pour un « nouvelle donne » mondiale, qui sera présenté au G20 avant la fin de l'année. Nous y proposerons un plan d'ensemble en faveur de la régulation économique mondiale, en faveur des droits sociaux, pour la lutte contre le changement climatique et contre la pauvreté.

Pour en finir avec les politiques de recul social de trop nombreux gouvernements de droite,

Pour lutter contre la récession et le chômage et préserver la cohésion sociale,

Pour inventer le modèle de l'après-crise, plus juste et plus durable,

Pour nommer une Commission européenne qui s'engage à servir cette nouvelle politique progressiste,

Un seul moyen : donner au Parti Socialiste et à ses alliés du Parti Socialiste Européen, unis autour de ce projet volontariste, la force de constituer une nouvelle majorité au Parlement Européen.